

Escroquerie écolo : des sommités dénoncent enfin manipulations et mensonges

écrit par Jacques Martinez | 2 décembre 2024

« Nous dénonçons le développement à marche forcée des énergies renouvelables »

TRIBUNE. Henri Proglio, Louis Gallois... Dans une lettre ouverte, 10 anciens dirigeants alertent le Premier ministre Michel Barnier, et dénoncent une politique ruineuse de développement massif des renouvelables.



Photo du parc éolien en mer au large de Fécamp, dans le département de la Seine-Maritime en région Normandie. © Chang Martin/SIPA

« Nous dénonçons le développement à marche forcée des énergies renouvelables »

TRIBUNE. Henri Proglia, Louis Gallois... Dans une lettre ouverte, 10 anciens dirigeants alertent le Premier ministre Michel Barnier, et dénoncent une politique ruineuse de développement massif des renouvelables.



Photo du parc éolien en mer au large de Fécamp, dans le département de la Seine-Maritime en région Normandie. © Chang Martin/SIPA

Voilà un fait que de rares organes d'information -dont fait partie RR- dénoncent, en vain, depuis des années en matière d'écologie politique punitive ! Fait qui, dimanche, a été l'objet d'une lettre ouverte signée par dix personnalités et non des moindres puisque anciens ministres, anciens parlementaires, anciens dirigeants d'entreprises et de production d'électricité, animateurs de centres de réflexion et spécialistes des questions énergétiques -leurs noms en (1) - !

Lettre ouverte publiée par Le Point dimanche :

https://www.lepoint.fr/debats/proglia-gallois-accoyer-leur-lettre-ouverte-a-michel-barnier-sur-la-politique-energetique-de-la-france-01-12-2024-2576794_2.php

Dans cette lettre, ces personnalités n'y vont pas par quatre chemins ! Dès leur première phrase, tout est dit :

« **Nous dénonçons par cette lettre l'extrême gravité pour la France de poursuivre la politique énergétique proposée par le projet de Programmation Pluriannuelle de l'Énergie**

récemment publié par la DGEC. »

La DGEC est la *Direction Générale de l'Énergie et du Climat* qui se définit elle-même comme ayant « *pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la politique relative à l'énergie, aux matières premières énergétiques, ainsi qu'à la lutte contre le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique.* »

□ **Dès le début de leur lettre ouverte, les signataires précisent sans ambages :**

□ « *Nous dénonçons la poursuite à marche forcée l'installation d'éoliennes marines ou terrestres, ou de panneaux solaires qui ne servent en aucun cas à la décarbonation de notre pays puisque, grâce au nucléaire et à l'hydraulique, l'électricité y est abondante et déjà décarbonée à 95 %.* » **On croirait lire un article de RR !**

Et ce n'est pas terminé :

□ « **Nous dénonçons l'illusion répandue par les rapports officiels de RTE** (RTE, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité français : <https://www.rte-france.com/>) **que les énergies renouvelables intermittentes et l'énergie nucléaire seraient complémentaires et qu'une production d'électricité totalement dépendante de la météo et impossible à stocker à grande échelle, puisse offrir aux Français la sécurité d'approvisionnement électrique.** »

□ **Et suivent 10, oui, 10 autres chapitres commençant par « Nous dénonçons... » !**

« **Nous dénonçons...** »

-« les garanties de prix accordées aux producteurs de cette électricité intermittente qui leur donne un accès prioritaire sur le marché de l'électricité... »

-« les engagements de plusieurs centaines de milliards d'euros que les garanties de prix et subventions à ces énergies intermittentes ont coûté, coûtent et vont coûter à la collectivité nationale » au profit de producteurs privés, et de fournisseurs d'éoliennes et de panneaux photovoltaïques en quasi-totalité venant de l'étranger...

-« l'inflation des prix de l'électricité, pour les particuliers et les entreprises » : coûts de « productions intermittentes émiettées sur tout le territoire »...

-« la nécessité technique » comme en Allemagne « de nouvelles usines électriques fossiles afin de compenser les chutes (...) de production en cas d'absence de vent ou de soleil. »

-« les arbitrages budgétaires nuisibles à la neutralité carbone et au climat (dans) le projet de Budget pour 2025 (dont) 4 milliards d'Euros, les crédits (...) aux producteurs d'énergies intermittentes, sans effet sur le climat (alors que) sont réduites les aides à la décarbonation (...) dans l'habitat ou l'électrification des transports. »

-« les effets anti sociaux et défavorables au climat (en augmentant) le prix de l'électricité de 120 % en 12 ans, rendant inaccessible aux (...) plus défavorisés l'électrification de leur chauffage (ou) de leur véhicule tout en enrichissant les producteurs d'électricité éolienne ou solaire. »

-« les pressions exercées sur la France, notamment via les directives européennes (sur) la contribution de l'énergie nucléaire à la décarbonation, sanctionnent financièrement la France, pour imposer le modèle (...) allemand dont l'échec est patent(...). Non, la France n'est en aucun cas « en retard » et –contrairement à sa voisine– émet, grâce à son nucléaire, très peu de CO2 pour (...) son électricité. »

-« les opérations d'ingérences étrangères en France visant également à promouvoir le modèle énergétique allemand, telles que dévoilées par les rapports de l'École de Guerre Économique. »

-« la présence au sein de notre administration (...) de responsables provenant de la mouvance antinucléaire et pro-éolien (...) qui jettent un doute légitime sur leur neutralité pour défendre un modèle énergétique conforme aux intérêts de notre pays. »

-« enfin le financement par l'État ou des entreprises énergétiques étatiques, d'associations et officines

antinucléaires, pro éolien et photovoltaïque, qui dénigrent le modèle énergétique français et auxquelles sont confiées (...) les études d'élaboration des politiques énergétiques régionales. »

D'où leur conclusion

« Monsieur le Premier ministre, cette politique ruineuse dont l'échec est patent en Allemagne, ne sert que quelques intérêts particuliers, majoritairement étrangers, aux dépens de l'économie française, des consommateurs et des contribuables français. »

□ Et malgré des « conséquences désastreuses », ces dix personnalités regrettent que « une partie de l'administration et du personnel politique continue de promouvoir cette politique au nom d'une idéologie antinucléaire aujourd'hui totalement dépassée et de la défense d'intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général. »

Voilà qui est dit et parfaitement et le plus justement du monde dit ! Mais ces signataires dont la lettre nous met du baume au coeur, seront-ils écoutés et surtout entendus ?

Jacques MARTINEZ, journaliste, □ à RTL, de stagiaire à chef d'édition des informations de nuit (1967-2001), pigiste à l'AFP, le FIGARO, le PARISIEN...

(1) Les dix signataires :

–**Henri Proglia**, ancien Président d'EDF

–**Hervé Machenaud**, ancien Directeur exécutif d'EDF

–**André Merlin**, ancien Président fondateur de RTE

□–**Michel Rousseau**, Président de la Fondation Concorde

–**Xavier Moréno**, Président du Cercle d'Étude Réalités Écologiques et Mix Énergétique

–**Louis Gallois**, ancien chef d'entreprise, ancien Commissaire Général à l'investissement

□–**Bernard Accoyer**, ancien Président de l'Assemblée Nationale,

Président de Patrimoine Nucléaire et Climat

–**François Goulard**, ancien ministre de l'Enseignement supérieur et à la Recherche

–**Christian Gérondeau**, haut fonctionnaire français, ancien délégué interministériel à la sécurité routière

–**Fabien Bouglé**, essayiste, expert en politique énergétique.